Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/De-quoi-le-PCF-doit-il-etre-le-nom

De quoi le PCF doit-il être le nom ?

- S'organiser... -

Date de mise en ligne : samedi 15 novembre 2008

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

une contribution qui montre la diversité des positions de communistes et les possibilités de rassemblement de ceux qui continuent à penser que le parti communiste français a un avenir...

Le texte ci dessous est un écrit envoyé à la commission nationale de préparation au Congrès du PCF ce lundi 10 novembre, à la lecture de la contribution dite « collective », publiée par l'Humanité de ce même jour et intitulée « Nommer clairement ce que nous voulons ».

Mon écrit explique un désaccord clair avec cette contribution dite « collective ».

De quoi le parti communiste français doit il être le nom ?

On m'excusera d'emprunter, pour ce titre, à Alain Badiou sa forme interrogative devenue célèbre, mais je voudrais réagir et affirmer une différence nette avec le texte signé entre autres camarades par Alain Hayot et Patrice Cohen Séat.

Ce texte se veut aider à approfondir et à développer la base commune, à « aller au bout » de nos choix. Mais il me semble que cette initiative, dans sa forme, risque de provoquer le contraire. Et plus grave, sur le fond, cette initiative, à mon sens, se trompe de cible.

Sur la forme :

Vouloir amener la question du changement de nom du parti, comme « clé de voûte » finalement des transformations à opérer, risque de provoquer l'inverse : une crispation et un rétrécissement du débat sur « changer de nom ou pas ? ».

Bref, le meilleur moyen de passer à côté de l'essentiel et de se fourvoyer collectivement.

Au même titre que l'Assemblée Générale des sections de décembre dernier s'est trouvée un peu bloquée sur le dilemme « se dissoudre ou pas ? ».

Sans permettre de suffisamment avancer et travailler sur le « Qu'est ce que l'on fait ? » une fois qu'on a décidé de ne pas se dissoudre.
Pire, voir un texte signé notamment par la présidente du Conseil Nationale et les deux présidents de groupe au Parlement, peut donner à penser aux adhérents qu'on veut leur forcer la main.

Voire qu'on leur dit après le vote de la base commune, où celle-ci devrait les mener vraiment, selon son interprétation par des dirigeants de premier plan.

Copyright © Le Vénissian

Effets désastreux garantis.

C'est la meilleure façon de perdre par les deux bouts.

Ca ne séduira pas ceux qui, de toutes les façons ont décidé de faire autre chose ailleurs et n'ont qu'une ambition, c'est que le Congrès du PCF échoue dans la prise de décisions fortes ; et ça peut légitimement susciter le dégoût, voire la colère, de nombre de celles et ceux qui, depuis un an, travaillent pour cette prise de décisions fortes par le PCF.
Si toutes les contributions n'ont pas forcement à être individuelles, et si des textes de deux ou trois auteurs peuvent être fréquents, avec cette contribution Hayot, Cohen-Séat, etc...

On n'est visiblement pas dans ce registre. Voici un texte, sans doute écrit à deux ou trois, et puis, ensuite, objet de collecte de signatures pour faire « groupe de pression ».

Si nous voulons vraiment un congrès extraordinaire, qui mette l'adhérent au coeur de sa souveraineté, c'est, de mon point de vue, exactement avec ce genre de pratique qu'il faut rompre. (Je n'avais pas apprécié avant le vote de la base commune le texte « Pour un débat extraordinaire », notamment pour le même type de raison.

Et je ne fais pas, en la matière, deux poids, deux mesures. Assez de ces groupes de dirigeants qui prennent finalement le congrès en otage de leurs propres visées et, éventuellement, de leurs propres carrières.
Pourrait-on enfin rompre avec cette manie de voir un groupe dirigeant jouer les « Avant-garde » éclairée, pour, non pas partir de ce que les communistes expriment, mais tenir coûte que coûte seulement à ce à quoi ils veulent les mener, de gré ou de force semble-t-il....

Or il me semble que les communistes, de décembre 2007 au dernier au vote d'octobre 2008, n'ont pas, de façon diversifiée d'ailleurs, et largement majoritaire, exprimé une telle volonté de changer de nom

Sur le fond

- Qu'est ce qu'enrichir la base commune en vue du congrès ? Assurément pas « écrire autre chose », mais bien approfondir, bref la porter au niveau des exigences du mouvement de la société et du monde.

Et de ce point de vue, je partage les remarques de cette contribution sur la « mondialité », « l'éco progrès » et la « démocratie générale ». C'est bien un « mode de production « qu'il faut dépasser, à la fois ses rapports sociaux et la manière dont ces rapports sociaux enchâssent et orientent les forces productives. De même que je partage la réappropriation du terme Front Populaire, vocable sur lequel il ne faut pas, de mon point du vue, hésité.

Sur le problème de « nommer » ce que nous sommes comme organisation politique, une série de remarques :

Il y a trois questions qui, ensemble ou séparément, pourraient nous avoir fait choisir de changer de nom :

- Si nous pensions que la notion de parti, n'est plus la caractéristique de la nature d'organisation nécessaire, pour poser avec un contenu de classe, les questions du et des pouvoirs dans la société.
- Si nous pensions que l'évolution du monde invalide l'ambition émancipatrice et anthropologique du communisme
- Si nous pensions que, notre histoire dans la formation sociale française invalide ce qu'est en son sein, non pas « un parti communiste », (il en est de part le monde qui ne sont des sectes, ou n'ont été que des appendices, sans

racines nationales, du soviétisme) mais « le parti communiste français ». Ou bien que ce « communisme français » n'est plus, pour reprendre une formule de gens qui ne nous veulent guère de bien, qu'un « astre mort ».

Il me semble que, dans la réflexion de fond de la base commune (Je précise que je l'ai voté pour ma part, positivement pour ce quelle porte, et non pas comme à regret comme quand « faute de grives on mange des merles ») : on valide, dans des conditions forcement nouvelles, la notion de parti ; on confirme notre ambition et mouvement de luttes, émancipateurs de toutes les dominations et exploitations, que nous nommons « communisme » ; (Si la base commune reconnaît une « crise du communisme », pourrions-nous, sur cette question là aussi, avoir une approche dynamique, du mot « crise », et non pas seulement une version « valises de plomb ») ; Enfin, nous travaillons le communisme de France, qui n'est ni réductible à une « matrice », ni un « fondamentalisme ». Il est, (voir notre histoire), enraciné et porte la marque de la recherche de rassemblements populaires majoritaires et de transformations concrètes.

Ni sur parti, ni sur communisme, ni sur communisme de France, la base commune n'appelle donc un changement de nom.

Pire, si en même temps que nous validons dans de nouvelles conditions historiques ces trois idées, (parti, communisme, communisme de France,), nous changions de nom, ce changement de nom ferait alors totalement artifice politicien.

Donc, à mon avis, poser la question du changement de nom est inséparable d'une remise en cause de la validité d'au moins une de ces trois idées, (parti, communisme, communisme de France) mais alors soyons clairs, ce n'est pas vouloir enrichir ou approfondir la base commune, ni « aller au bout de ses choix », mais c'est vouloir changer de base commune contre le vote qui vient d'avoir lieu, et le débat de plus d'un an maintenant.

Bref, approfondir et enrichir la base commune ne passe pas par un changement de nom. J'aurais tendance à totalement renverser la question par rapport à la contribution Hayot Cohen-Séat. Et proposer de la poser autrement, « aller au bout de nos choix », sur la question du parti et de l'organisation politique, c'est, pour moi, travailler la question : « De quoi le parti communiste français est-il le nom ? De quoi peut-il et doit-il ambitionner d'être le nom dans les conditions historiques de la société et du monde d'aujourd'hui. ? » En travaillant cette question à la fois en « externe », « de quoi doit il être le nom ? » pour la société française, ainsi que nos partenaires en Europe et dans le monde, et en « interne », « de quoi doit il être le nom ? » pour les femmes et les hommes qui le vivent et le composent, ou ont potentiellement vocation à le vivre et le composer.

Sinon, il me semble qu'on rabougrit beaucoup la notion « d'accueillir des personnes venant d'autres cultures que nous ». Est ce que les auteurs du texte Hayot Cohen Seat ne rapetissent pas cette idée de la base commune à l'ouverture à des personnalités ou courants organisés venues d'autres courants politiques, pour faire ensemble, un « nouveau parti », lequel devrait alors forcement s'appeler autrement ?

Mais est ce que cela ne revient pas alors à remettre le couvert pour une démarche dont les adhérents viennent de dire pendant plus d'un an que ce n'était pas, pour eux, la plus porteuse de leurs choix ?

La base commune ce n'est ni le choix de « Gauche Avenir », ni celui de « l'Appel de Politis ». D'ailleurs, il convient de ne pas confondre rassemblement et fusion, ou encore rassemblement et alliances. Ceci aussi, c'est dans la base commune !

Reste alors la recherche de rendre « perceptibles et visibles » nos transformations.

Copyright © Le Vénissian

Je pourrais me contenter de dire que les deux exemples italiens et espagnol, (et pourtant ils avaient des « valises de plomb » réputées moins lourdes que les nôtres), montrent qu'un changement de nom, ne règle rien.

Je pourrais dire aussi qu'au rayon « nouveau parti », il va y avoir du monde au portillon, entre Mélanchon, Besancenot et le NPA, et peut être aussi, les Alternatifs et quelques autres, ça en fait déjà trois en vue !!!

En rajouter un quatrième « nouveau », par une nouvelle appellation du PCF, ferait à mon avis ravalement esthétique ou packaging de mercatique et management.

Et si notre atout était justement de jouer d'un autre registre, d'aller au bout du nouveau projet clair et lisible que le parti communiste français, à partir du meilleur de son histoire et d'innovations nécessaires compte tenu du capitalisme d'aujourd'hui et du mouvement du monde, propose au peuple de France, comme à toutes les forces disponibles. Avec des changements de fonctionnement et de direction en phase avec ce projet là.

Enfin je mets en garde contre la démangeaison habituelle de nos dirigeants de se demander, à chaque fois, à quelques semaines du congrès, ce qu'ils vont pouvoir sortir du chapeau pour faire « évènement médiatique ». A chaque fois, ça a donné le plus souvent des désastres, dont le principal est souvent de mettre devant le fait accompli des adhérents démunis.

Décidons-nous à faire vraiment de la politique autrement ! Un congrès ne sera pas réussi parce que madame Zappi du Monde fera un bel article ! J'allais presque dire au contraire. Ce qui croise une autre question de fond « A qui, à son issue, le congrès doit il parler, être utile et plaire ? »

Un souhait enfin, je nous voudrais, dans nos initiatives un peu plus de constance. Oui, au front populaire et citoyen, et pourquoi pas, donc, des « réseaux » de ce front.

N'omettons pas cependant de parler au pluriel de ces fronts. Les expériences actuelles sur le « pôle public de financement », la Poste, la défense de l'Hôpital public, ou l'Europe, montre que les frontières de ces fronts peuvent être variables. Donc oui aux réseaux, mais à condition que cela soit réellement populaire, et ne s'accompagne pas de nous inventer une nouvelle « usine à gaz nationale » comme on en a connu du temps des collectifs antilibéraux.

Mais j'alerte sur cette manie (bien dans l'air du temps d'ailleurs) de changer d'appellation dès que ça n'a pas répondu à nos espoirs dans les 6 à 12 mois. Car les « Espaces Citoyens » avaient de cela. De même qu'il reste, de la campagne présidentielle, des ancrages forts, la notion de « Gauche Populaire », c'est bien la question quand même ; de même qu'une « gauche de combat et de responsabilités ».

Que cela, dans les conditions et circonstances données, n'ait pas été entendu, c'est une chose ; qu'on en rajoute perpétuellement dans un tourniquet d'appellations : NON.

Notre congrès doit déboucher sur un appel lisible et durable portant projet et stratégie, qui dise le monde, la société française, la gauche, et la force politique que nous voulons. Voilà pourquoi il faut approfondir la base commune, éviter les fausses pistes type « changer de nom », et au moment du congrès, compléter le texte de fond de la base commune enrichie, d'un appel plus court donnant ce message politique fort.

Une dernière remarque : puisqu'il y a un Conseil National le 19 novembre prochain, celui-ci pourrait-il avoir l'utilité de concentrer ses forces sur l'enrichissement et le développement de la base commune, plutôt qu'être à nouveau le théâtre d'ombres de grandes manoeuvres pour savoir comment la tordre ou la remettre en cause ?

Copyright © Le Vénissian

La floraison de contributions juste après le vote pour se précipiter à revendiquer de se débarrasser de ce qui venait d'être voté, est révoltante.

On parle de ce qu'il faut changer au PCF ? L'expérience de cette dernière année montre, il me semble, que ce Conseil National, avec tous ces groupes de pressions et manoeuvres de « sensibilités « est le « maillon faible » du PCF.

Je crois vraiment que tous nos efforts de contenus seront vains, si n'est pas mené au bout la transformation de la direction.

Jean Paul Duparc

Copyright © Le Vénissian